



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 23 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 septembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Liot Châtelleraut

ZI nord - Secteur Est - 14 allée d'Argenson -
86100 Châtelleraut

Références : 2025 1158 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007203159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 septembre 2025 dans l'établissement Liot Châtelleraut implanté Allée d'Argenson - ZI Nord 86100 Châtelleraut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, à pour but de contrôler le respect des prescriptions édictées dans l'arrêté préfectoral de mesure d'urgences du 10 décembre 2024 suite à l'explosion survenue sur ce site le 29 novembre 2024 et la mise en place des actions correctives demandées lors de la visite d'inspection du 12 mars 2025. Les constats effectués lors de la visite d'inspection diligentée le 22 janvier 2025 avaient motivé l'arrêté du 25 février 2025 prononçant une amende administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Liot Châtelleraut
- Allée d'Argenson - ZI Nord 86100 Châtelleraut
- Code AIOT : 0007203159
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Châtelleraut est une unité de production industrielle spécialisée dans le traitement des

issues de céréales et la fabrication de base pour aliments du bétail ainsi que le siège social de la société.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Reprise des activités	Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 29/06/2021, article 1.8.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Empoussièrement	Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 3
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/07/2021, article 7.4.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le point sur la mise en conformité du séchoir n'est pas totalement respecté. L'exploitant a réalisé de nombreux travaux sur la structure, et l'enveloppe du séchoir (parois en bardage sandwich, nouvelle écluse) mais il reste à finaliser la maintenance du séchoir car au moins une non-conformité concernant la détection de gaz est toujours présente et ne peut permettre la mise en service de ce dernier en toute sécurité. Enfin, la gestion des rejets atmosphériques doit être précisée, suite au constat d'une implantation de canalisation différente de celle présentée dans le porter à connaissance (PAC).

Les conditions pour la reprise de l'activité de séchage ne sont ainsi pas réunies.

En outre, l'exploitant doit finaliser son projet de nouveaux stockages et modifier si besoin son PAC de 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Reprise des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, reprise des activités
Prescription contrôlée : <p><i>Sans préjudice des dispositions de l'article 3 du présent arrêté, les activités encadrées par l'arrêté préfectoral du 29 juin 2021 susvisé peuvent reprendre, sous réserve de la transmission préalable :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>du plan de localisation des risques tel que prescrit à l'article 8 de l'arrêté du 22 octobre 2018 susvisé. Ce plan, mis à jour et complété par rapport aux zones identifiées dans l'étude de danger réalisée dans le cadre de la demande du 1er mars 2017 susvisée, prend en compte les installations de filtrations/aspiration réellement présentes et fonctionnelles sur le site ainsi que les niveaux d'empoussièrement réellement constatés sur le site ;</i> • <i>d'un document justifiant que dans les parties de l'installation recensées « atmosphères explosives » dans le plan précité, les installations électriques, mécaniques, gaz, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement ;</i>

- d'un rapport circonstancié démontrant que l'ensemble des non-conformités électriques susceptibles d'entraîner un risque d'incendie et d'explosion a bien été levé ;
- de la justification de la mise en oeuvre des opérations périodiques de dépoussiérages des installations pour ne pas créer d'atmosphère explosive. Avant mise en production des documents susmentionnés, l'exploitant transmet à l'inspection les éléments justifiant l'expérience et les compétences du prestataire sélectionné.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'activité a repris hors utilisation du séchoir sauf pour essais après modification de l'installation (écluse, bardage, porte, évacuation des poussières etc), objet d'un PAC transmis en avril 2025.

L'exploitant a établi un plan de localisation des risques et fait intervenir le prestataire Dekra qui a produit, le 1^{er} mars 2025, un rapport « Assistance à l'adéquation des matériels électriques aux zones à risque d'explosion ». Cependant, ce prestataire a indiqué, en l'absence de Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), n'avoir pu procéder qu'à une vérification de l'état des matériels électriques installés, qu'ils soient ou non adaptés aux risques d'explosion.

L'IIC consulte le rapport de contrôle du séchoir datant du 30 juillet 2025 établi par ARCM. Ce dernier liste des défauts pouvant impacter la gestion du risque incendie / explosion :

- absence de double électrovannes de sécurité sur tuyauterie ;
- absence de centrale de détection gaz ;
- fort encrassement du groupe moto-ventilateur du brûleur.

La responsable de l'organisme ARCM à l'origine de ce rapport, que l'exploitant a contacté pendant nos échanges en salle, confirme la non-conformité sur la détection de gaz.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit présenter au prestataire les documents lui permettant de réaliser le contrôle des installations au sein des zones ATEX.

Concernant le séchoir et la thématique gaz, l'exploitant doit réaliser l'entièreté des réparations déjà listées sur le rapport du 13 mai 2024 et consulté le 2 décembre 2024 suite à l'explosion survenue le 29 novembre 2024. Transmettre le rapport de contrôle à nos services avant redémarrage du séchoir.

Cette exigence a été rappelée dans le courrier de l'inspection daté du 18 février 2025 :

Enfin, l'exploitation du séchoir ne pourra être envisagée qu'après :

- levée de toutes les non-conformités des installations de gaz et électriques de ce matériel, notamment celles identifiées dans le rapport de contrôle du brûleur et séchoir daté du 13 mai 2024 et non levées le jour de l'explosion alors que des besoins de réparations urgentes étaient identifiés ;

En l'état, la reprise de l'activité de séchage ne peut être envisagée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Empoussièrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes à compter de la notification du présent arrêté :[...]</i> <ul style="list-style-type: none"><i>• sous un mois :[...]- au retour à la conformité de l'empoussièrement en s'assurant que partout la quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m² ou dans tous les cas pour limiter toute possibilité de former une ATEX (l'exploitant devra justifier du critère retenu)</i> <i>De plus, l'exploitant met en place une procédure de nettoyage périodique des installations pour maintenir le niveau d'empoussièrement le plus bas possible.</i>
Constats : Le jour de l'inspection, toutes les parties du site visitées sont globalement propres. Les nouveaux plannings de nettoyage avec des fréquences plus rapprochées et les consignes renforcées sur la fermeture des portes entre zones dont une porte automatique réparée ont amélioré l'état du site en termes de niveau d'empoussièrement et des conditions de travail.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2021, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installations ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...] »</i>
Constats : Le jour de l'inspection, l'IIC consulte le rapport de vérification des installations électriques émis le 01 mars 2025 par Dekra Tout est conforme aux attendus, aucune observation et le Q18 conclut que les installations ne peuvent entraîner des risques d'explosion ou d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Modifications et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2021, article 1.8.1.
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation

Constats :

Deux porter à connaissance (PAC) ont été produits en 2023 (extension stockage de céréales) et 2025 (captation des poussières du séchoir) ont été instruits par l'IIC, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire (APC) ayant été transmis à l'exploitant le 10 septembre 2025.

Le jour de l'inspection, l'IIC fait un point sur le projet d'APC transmis à l'exploitant le 10 septembre 2025 pour contradictoire et éventuelles observations. Le responsable du service qualité présent, signale que l'extension qui se composait initialement de douze cellules se composera désormais de six cellules. Le dirigeant de l'entreprise qui n'avait pas eu le projet d'APC entre les mains (brièvement présent pendant nos échanges en salle) évoque lui huit cellules.

En outre, le PAC de 2025 fait apparaître un rejet canalisé en hauteur des effluents atmosphériques du séchoir alors que l'exploitant présente le jour de l'inspection un rejet des poussières dans un contenant posé à-même le sol

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- modifier les PAC et les transmettre à l'inspection pour instruction, en précisant notamment la gestion des poussières issues du séchoir et les dispositions techniques mises en œuvre pour éviter un empoussièrement du site ;
- faire part de ses observations sur le projet d'arrêté transmis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours